

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

BANQUE MARTIN MAUREL

Société anonyme au capital de 56 337 525 €.
Siège social : 43, rue Grignan, 13006 Marseille.
308 365 576 R.C.S. Marseille.

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale du 30 mai 2017.

Comptes annuels consolidés au 31 décembre 2016

I. – Bilan au 31 décembre 2016 (En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2015	31/12/2016
Caisse banques centrales	304 229	334 437
Effets publics et valeurs assimilées	31 224	18 654
Créances sur établissements de crédit	152 277	157 185
Opérations avec la clientèle	1 082 345	1 143 687
Obligations et autres titres à revenu fixe	609 085	603 472
Actions et autres titres à revenu variable	83 456	71 286
Participations et autres titres détenus à long terme	498	661
Parts dans les entreprises liées	25 669	34 261
Crédit-bail et loa	16 675	17 547
Location simple	-	-
Immobilisations incorporelles	6 707	7 238
Immobilisations corporelles	23 498	23 265
Autres actifs	20 435	16 293
Comptes de régularisation	13 757	22 297
Total actif	2 369 854	2 450 283

Passif	31/12/2015	31/12/2016
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	281 924	195 247
Opérations avec la clientèle	1 856 968	1 988 587
Dettes représentées par un titre	10 492	11 399
Autres passifs	12 970	20 164
Comptes de régularisation	19 281	17 443
Provisions	8 464	8 278
Dettes subordonnées	-	-
Fonds pour risques bancaires généraux	-	-
Capitaux propres hors FRBG	179 754	209 166
Capital souscrit	56 338	56 338
Prime d'émission	5 517	5 517
Réserves	100 354	107 354
Provisions réglementées et	254	-
Subventions d'investissements	-	-
Report à nouveau	5 637	5 533
Résultat de l'exercice	11 653	34 423
Total passif	2 369 854	2 450 283

Hors-Bilan	31/12/2015	31/12/2016
Engagements de financement donnés	143 299	114 523
Engagement de garantie donnés	82 540	65 554
Engagements sur titres donnés		
Titres à livrer		
Marché gris		
Engagement de financement reçus	115 562	200 059
Engagement de garantie reçus	137 503	127 510
Engagement sur titres reçus		
Titres à recevoir		
Marché gris		

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

	31/12/2015	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	41 081	41 105
Intérêts et charges assimilées	-14 876	-15 798
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	10 639	9 210
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-9 871	-8 720
Produits sur opérations de location simple	-	-
Charges sur opérations de location simple	-	-
Revenus des titres à revenu variable	4 068	21 073
Commissions (produits)	48 399	45 601
Commissions (charges)	-18 905	-16 960
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	1 622	1 309
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées	-978	6 996
Autres produits d'exploitation bancaire	8 953	8 755
Autres charges d'exploitation bancaire	-	-
Produit net bancaire	70 131	92 571
Charges générales d'exploitation	-47 725	-49 000
Dotation aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-2 013	-2 057
Résultat brut d'exploitation	20 393	41 514
Coût du risque	-4 419	-2 117
Résultat d'exploitation	15 974	39 398
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	386
Résultat courant avant impôt	15 974	39 784
Résultat exceptionnel	-	-
Impôt sur les Bénéfices	-4 706	-5 615
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	385	254
Résultat net	11 653	34 423

III. – Notes annexes aux états financiers

Le projet de rapprochement entre Rothschild & Co et la Compagnie Financière Martin Maurel, société mère de Banque Martin Maurel, annoncé en juin dernier, a été concrétisé le 2 janvier 2017 par la fusion effective des deux holdings.

Par ailleurs au 31 décembre 2016 la Banque Martin Maurel avait un engagement conditionnel de rachat de 114 975 de ses propres actions, celui-ci s'est également matérialisé au 2 janvier 2017 et s'est traduit par une réduction de capital de 5 173 875 €.

Le rapprochement opérationnel de Rothschild et Cie Banque et Banque Martin Maurel, qui devrait intervenir au deuxième semestre 2017 en vue de créer un nouvel ensemble qui opérera en France sous le nom de Rothschild Martin Maurel devrait se poursuivre par un apport par la Banque Martin Maurel à Rothschild et Cie Banque de ses activités bancaires dont le périmètre est en cours de finalisation au 31 décembre 2016, apport rémunéré par des titres.

Les principes et méthodes comptables adoptés dans les états financiers au 31 décembre 2016 sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers au 31 décembre 2015.

A. – Informations sur les principes comptables et les méthodes d'évaluation retenues**Note 1. – Présentation des comptes**

Les comptes de l'exercice 2016 ont été établis conformément aux dispositions, principes et méthodes définis par le règlement de l'ANC 2014-07. Le bilan détaillé qui résulte de la stricte application des textes réglementaires est publié au BALO et communiqué sur demande.

Note 2. – Principes comptables**2.1. – Intérêts et commissions bancaires**

Les intérêts sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis.

En revanche, les commissions sont enregistrées pour l'essentiel, selon les critères :

- la date d'exigibilité ;
- la date d'encaissement ;
- les commissions qui rémunèrent un service continu, sont établies prorata temporis sur la durée de la prestation rendue, celles qui concernent les commissions et frais liés à l'octroi des crédits sont traitées conformément au règlement de l'ANC 2014-07.

2.2. – Opérations libellées en devises

Les créances, dettes et engagements libellés en devises sont évalués aux cours de change officiels à la clôture de l'exercice.

Les gains et pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, résultant des opérations de conversion, sont portés au compte de résultat.

2.3. – Crédits à la clientèle et provisions**a) Encours et provisions****Encours sains**

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus. Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel.

Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Encours douteux

Les créances pour lesquelles au moins une échéance est impayée depuis plus de 10 jours et moins de trois ou six mois sont qualifiées d'impayées.

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, six mois en matière immobilière et neuf mois pour les créances sur les collectivités territoriales.

Encours douteux compromis

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Provisions

Les créances douteuses sont prises en compte pour la détermination des provisions constituées par dotation au compte de résultat lorsqu'un risque probable de non-recouvrement, partiel ou total, apparaît.

Les contreparties non dépréciées individuellement font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes qui s'appuie sur des indicateurs de risque fondé sur une expertise historique, ajustée si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté.

Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues.

Les intérêts sur les crédits sont comptabilisés en compte de résultat jusqu'à leur entrée dans une procédure contentieuse. Les intérêts sur créances douteuses ou impayées font également l'objet d'une provision qui vient en diminution de ces mêmes intérêts.

b) Coût du risque

La charge nette de l'exercice, au titre des risques de non-recouvrement, est comprise dans la ligne « Coût du risque ».

Cette charge est constituée par les créances irrécupérables non couvertes par des provisions, par des dotations aux comptes de provisions, diminuées des reprises devenues sans objet (par suite de l'amélioration constatée dans la situation des débiteurs) et des récupérations sur créances antérieurement amorties. Le calcul des provisions s'effectue dans le respect du règlement de l'ANC 2014-07. Les reprises de provisions dues à l'effet actuariel sont enregistrées en intérêts.

c) Effets de commerce

Les effets de commerce, remis par la clientèle, et en cours de recouvrement, sont classés avec les créances à vue sur établissements de crédit.

d) Opérations de crédit-bail

Dans les comptes sociaux, les opérations de crédit-bail, sont considérées comme des immobilisations amorties suivant les taux de droit commun, selon le taux d'amortissement à la durée normale d'utilisation, et non pas suivant la durée du contrat.

Une provision pour dépréciation est enregistrée lorsque pour un contrat, l'encours financier est inférieur à la valeur comptable nette.

L'immobilisation est comptabilisée au coût d'acquisition déterminé à partir du prix d'achat, des frais accessoires, correspondant aux charges liées à l'acquisition du bien pour sa mise en service.

Les loyers sont enregistrés en produits d'exploitation bancaire, le produit de chaque loyer est étalé sur la période qu'il couvre.

2.4. – Portefeuille Titres**a) Titres de Transaction**

Les titres de transaction sont acquis dès l'origine dans le but de les revendre après une courte période de détention. Ils sont évalués à leur valeur de marché et les plus ou moins-values qui en résultent sont constatées immédiatement en résultat.

b) Titres de Placement

Les titres de placement sont évalués individuellement, à la clôture de l'exercice, au plus bas du coût d'acquisition ou du prix du marché. Le prix du marché est représenté par :

- le cours au 31 décembre pour les titres cotés ;
- la valeur d'usage, déterminée en fonction de critères objectifs tels que l'actif net éventuellement réévalué ou la rentabilité des sociétés concernées, pour les titres non cotés.

Les moins-values latentes sont constatées par voie de provisions tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

La Banque Martin Maurel a opté pour l'étalement dans le temps des surcotes ou décotes constatées lors de l'acquisition des titres de placement conformément aux dispositions de l'article 6 du règlement de l'ANC 2014-07.

c) Titres d'Investissement

Le portefeuille d'investissement regroupe les titres à revenus fixes qui ont été acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à leur échéance, ils font l'objet d'une couverture en conformité avec le règlement CRB 90-01. Lorsque le prix d'acquisition des titres d'investissement est différent du prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle de ces titres.

d) Titres de Participation, et autres titres détenus à long terme

Le portefeuille de participations regroupe les titres de participation dont la banque détient plus de 10 % du capital, et les parts dans les entreprises liées. Ces titres sont évalués individuellement à la clôture de l'exercice.

Des provisions sont éventuellement constituées pour tenir compte de leur valeur d'usage, déterminée en fonction de critères objectifs tels que l'actif net éventuellement réévalué ou la rentabilité des sociétés concernées.

L'application du règlement ANC 2010-04 relatif aux transactions entre parties liées ne se traduit par aucune mise en exergue d'opération, les transactions entre parties liées avec la Banque étant conclues à des conditions normales de marché.

Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres acquis dans l'objectif d'une détention durable et qui sont estimés utiles à l'activité de la Banque. Ces titres sont évalués individuellement, à la clôture de l'exercice, au plus bas du coût d'acquisition ou du prix du marché. Le prix du marché est représenté par :

- le cours au 31 décembre pour les titres cotés ;
- la valeur d'usage, déterminée en fonction de critères objectifs tels que l'actif net éventuellement réévalué ou la rentabilité des sociétés concernées, pour les titres non cotés.

e) Revenus du portefeuille-titres

Les revenus des actions sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement.

Les revenus sur obligations sont pris en compte selon la durée effective de leur détention au cours de l'exercice, ils incluent les retenues à la source sur intérêts et primes de remboursement.

2.5. – Immobilisations

Elles sont traitées conformément au règlement de l'ANC 2014-07.

Les droits au bail figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition.

Durées d'amortissement des immobilisations

Les logiciels acquis sont amortis sur une durée de 3 ans.

Pour les immeubles, la Banque Martin Maurel applique l'approche par composants en retenant les durées d'amortissement suivantes :

- pour le gros-œuvre la durée retenue est de 50 ans ;
- pour la toiture sur 30 ans, et les ascenseurs sur 20 ans.

Les autres catégories d'immobilisations corporelles sont amorties sur la durée d'utilité des biens, généralement sur une fourchette allant de 3 à 10 ans.

2.6. – Engagements de retraites

Les pensions de retraite dues au titre des divers régimes obligatoires sont prises en charge par des organismes spécialisés auxquels le groupe et les salariés versent régulièrement des cotisations. Celles-ci sont comptabilisées sur l'exercice au titre duquel elles sont dues.

La Banque Martin Maurel verse aux employés partant en retraite une indemnité calculée en fonction du salaire et de l'ancienneté dans la Banque. La Banque a souscrit un contrat d'assurance sur ce risque, elle verse à cet effet des primes dont le montant total est égal à son engagement actualisé.

Dans le cadre des réformes légales sur les régimes de retraites, les charges sociales patronales sur ce régime sont entièrement provisionnées.

2.7. – Instruments financiers à terme ou optionnels pour compte propre de la Banque Martin Maurel

La Banque Martin Maurel réalise des opérations de couverture ou de gestion globale du bilan par l'intermédiaire d'instruments financiers à terme ou conditionnels. Les montants perçus ou payés relatifs à ces opérations sont incorporés au résultat prorata temporis.

Note 3. – Exposition et gestion des risques**3.1. – Présentation générale**

Les activités du Groupe exposent principalement celui-ci à quatre catégories de risques :

- le risque de crédit sur la clientèle et le risque de contrepartie lié à la gestion de la trésorerie de la banque ;
- les risques financiers qui recouvrent notamment les risques de marché, de règlement-livraison, de liquidité, ou de taux induits par les activités initiées par la clientèle ainsi que par la gestion de la trésorerie ;
- les risques opérationnels ;

- les autres risques : juridiques et de non-conformité, de réputation, ...

La Direction des risques a pour mission d'identifier, évaluer, suivre les risques encourus par le Groupe, proposer puis mettre en œuvre des mesures visant à réduire ces risques.

Les risques liés à l'activité de crédit à la clientèle sont sous la responsabilité de la Direction des crédits.

La cartographie générale des risques a été revue et mise à jour en 2016. Chaque type de risque fait l'objet d'une surveillance appropriée.

Le Comité des risques généraux, qui comprend les membres du directoire de la Banque ainsi que le président du conseil de surveillance, supervise le dispositif de surveillance. Il est l'instance qui examine le reporting de synthèse sur l'ensemble des risques et prend les décisions générales visant à les réduire. Le conseil de surveillance examine deux fois par an les reporting biannuels qui lui sont adressés en matière de gestion des risques et de contrôle interne.

Cartographie des risques

La cartographie des risques est issue de nombreuses enquêtes menées au cours des années passées (depuis 2002), et a été enrichie en fonction des incidents et risques identifiés au cours du temps. Elle comprend entre autres l'analyse des risques opérationnels, financiers (crédit, marché, taux d'intérêt global, règlement, liquidité), juridique, de non-conformité, de fraude interne.

Elle fait l'objet d'examen réguliers visant à définir les facteurs de risques devant donner lieu à de nouveaux plans d'action.

3.2. – La gestion des risques de crédit ou de contrepartie

Le risque de crédit est défini comme le risque d'encourir des pertes financières du fait de l'incapacité d'un débiteur à honorer ses obligations contractuelles.

Le dispositif de décision en matière de crédit repose sur un ensemble de délégations.

Ces délégations se déclinent en montant, typologie de risques ainsi que selon la catégorie (marché « Particuliers » / marché « Entreprises – Associations ») et la notation interne de notre clientèle. Cette notation interne permet de répondre aux exigences « Bâloise ». La BMM utilise ainsi pour les Entreprises, les Particuliers et les Associations une échelle de notation à plusieurs niveaux. Les principes généraux de notre système de notation interne sont les suivants :

- exhaustivité (couverture de l'ensemble des clients entreprises et professionnels, particuliers ayant des engagements) ;
- unicité (même méthode pour chaque segment de marché) ;
- automaticité ou semi automaticité (de nombreuses données sont automatiquement restituées par notre progiciel) ;
- uniformité de la notation.

Les délégations en matière de crédit sont attribuées de façon intuitive personae. Elles se déclinent en quatre premiers niveaux. Les dossiers ne répondant pas aux critères de ces quatre premiers niveaux doivent être présentés auprès du « Comité des crédits » hebdomadaire de la Banque.

Les délégations en matière de crédits sont exprimées en montants globaux. Ils tiennent compte des engagements déjà octroyés sur une contrepartie ou son « Groupe risques », dans le cas d'un regroupement de contreparties liées au sens de la réglementation en vigueur (règlement CRBF 90-02, remplacé par l'arrêté du 03/11/14).

Pour chacun des quatre premiers niveaux de délégations, la notation interne de la contrepartie et/ou les sûretés adossées aux financements sont déterminants sur le montant global des délégations octroyées.

Le Suivi des Engagements

a) La Surveillance des Engagements

La mesure et le suivi des engagements à la BMM sont assurés :

- en amont par des entités commerciales spécialisées et dédiées à des lignes métiers prédéterminées ;
- et en aval par une direction des crédits qui assume un contrôle quotidien de l'ensemble des engagements avec l'assistance d'une cellule d'analyse crédit indépendante.

Pour ce faire, tous les acteurs de la filière disposent d'outils automatisés permettant l'identification, la prévention et la réduction des risques potentiels.

b) Le Pilotage des Risques

Il vise à donner à tous les acteurs, des organes exécutifs et délibérants aux chargés de clientèle, une vision quantitative et qualitative de leurs risques.

Celle-ci porte notamment :

- sur la répartition du portefeuille par type de crédit, par catégorie de clientèle, par cotation externe et notation interne ;
- sur le respect des limites allouées à chaque contrepartie ;
- sur l'examen des dossiers sensibles et des dossiers déclassés en douteux et des provisions afférentes ;
- sur les dotations et reprises de provisions ainsi que les passages à perte et récupération sur créances irrécouvrables.

c) La gestion des Clients Douteux

Le dispositif de déclasserment en douteux est automatisé sur la base de critères réglementaires et complété à dire d'expert à partir d'un état d'alerte. Les provisions pour créances douteuses sont déterminées trimestriellement sur une base statistique en fonction des risques de non recouvrement historique. Ces provisions statistiques peuvent être affinées après analyse individuelle de chacun des dossiers afin de maintenir le niveau de provisionnement adéquat.

d) Le Recouvrement

Le recouvrement des créances est organisé aux différentes étapes de la vie du compte qui vont orienter les créances concernées de :

- la régularisation commerciale par le chargé de clientèle dans le cadre la gestion courante ;
- vers le recouvrement amiable via les « affaires spéciales » ;
- puis vers le recouvrement des créances déclassées en douteux compromis par le service contentieux.

e) Le choix des garanties

En matière de constitution de garanties :

- le court terme renvoie aux garanties personnelles (caution solidaire, aval) et au gage sur stock ;
- le moyen terme est généralement adossé au nantissement ou au gage sur l'objet financé ;
- le long terme est assorti de garantie hypothécaire ou de nantissement de titres ou de délégation de contrats d'assurance-vie.

Sans se départir de sa politique de distribution de crédit très prudente, la banque accepte parfois selon les circonstances de déroger à ces règles, en fonction de la qualité de l'emprunteur, de son exposition globale sur lui, de l'importance de sa demande, de sa forme juridique quand il s'agit d'une personne morale, de la pression concurrentielle, etc. Le recours à la réassurance ou la contre-garantie est quasiment systématisé dès lors que le risque unitaire sur la contrepartie dépasse les limites fixées en fonction de sa notation interne.

Par ailleurs, la forte position de la banque dans l'activité « gestion » conduit tout naturellement à promouvoir les avances sur titres ou « crédits Lombard ». En effet, de par la typologie de son portefeuille, la BMM accompagne ses clients dans la distribution de crédits patrimoniaux. Il s'agit de prêts garantis par un nantissement (une délégation) de contrats d'assurance-vie, de capitalisation ou par le nantissement d'un dépôt de titres. Ces prêts sont communément appelés « crédits Lombard » et réalisés le plus souvent avec un capital remboursable à l'échéance (prêt « in fine »). Ce type de

financement s'inscrit dans le cadre d'une stratégie patrimoniale. Il offre par exemple, une meilleure diversification économique qu'un financement par fonds propres.

La BMM a établi des règles de pondération des actifs financiers nantis à son profit, en fonction de la sensibilité de ces derniers.

f) Le risque de contrepartie lié à la gestion de la trésorerie de la banque

Les limites de contrepartie sont définies par le Comité « Risque de contrepartie » semestriel, auquel participent les membres du directoire.

En tenant compte des besoins de placement et de gestion de la trésorerie de la Banque, une analyse du risque de contrepartie est effectuée : analyse du bilan et des résultats, notation, qualité de l'actionnariat... Sur la base de ces études, le comité prend ses décisions d'autorisation.

Ce comité qui se réunit au minimum deux fois par an examine de manière exhaustive les limites sur les contreparties.

La Banque applique une politique de choix restrictif et prudent en termes de contreparties de placement, et détermine des autorisations globales plafonnées en montant et en durée.

3.3. – Les risques financiers

a) Le risque de marché

Les opérations sur les marchés financiers sont réalisées pour les besoins de placement de la trésorerie de la Banque, d'adossement d'opérations initiées à la demande de la clientèle, ou pour la couverture et la gestion du risque de taux global.

Sauf exceptions, la Banque ne prend pas de position « directionnelle » pour compte propre. L'activité de trésorerie n'est pas considérée comme un centre de profit induisant la mise en place d'opérations « spéculatives ». Seuls trois opérateurs sont habilités à intervenir sur les marchés financiers et ils ne bénéficient pas de rémunération variable liée à leur activité. Les risques encourus sur ces opérations sont ainsi limités.

Le Comité de trésorerie bimensuel, qui comprend les membres du directoire, détermine la politique à mener. Il prend connaissance de la situation des principaux paramètres influant sur l'évolution des marchés financiers, des taux d'intérêt pratiqués, et de la situation du marché interbancaire. Il surveille l'évolution des conditions de taux pratiquées par la concurrence. Il examine les opérations réalisées au cours de la période précédente, la situation de la trésorerie de la Banque et des principales masses influant sur son évolution (dépôts, crédits, flux clientèle, échéance des placements de trésorerie, ...). Il prend les décisions à court et moyen terme. Il se prononce sur la gestion globale, les opérations en cours, les résultats de l'activité, les développements. Il examine les analyses et études périodiques qui lui sont soumises : études sur le risque de taux, ALM, « stress-scenarii », suivi des limites internes spécifiques à la gestion de la trésorerie, dossiers techniques, évolution de la réglementation.

Les limites fixées en matière de risques de marché concernent notamment :

- les instruments de taux (portefeuille de placement monétaire et obligataire) ;
- le risque de change ;
- le portefeuille investi en actions.

Conformément à la réglementation, la Banque a mis en place un suivi périodique permettant d'évaluer les risques qu'elle encourt en cas de fortes variations des paramètres de marché. Dans le cadre de cette analyse liée à la gestion de la trésorerie de la Banque, est simulé l'impact sur le PNB de la Banque de plusieurs scénarii défavorables d'évolution des marchés. Les résultats des stress scénarii établis pour mesurer le risque encouru en cas de forte variation des paramètres de marché sont présentés régulièrement au directoire.

La sensibilité du portefeuille de placement monétaire et obligataire est mesurée régulièrement, dans le cadre du suivi des limites fixées.

b) Le risque de taux

La Banque est essentiellement sensible au risque de variation des taux à court terme : les actifs et passifs du bilan sont essentiellement référencés à taux variable indexé sur les taux à court terme (Eonia, Euribor, taux du marché interbancaire). Compte-tenu de l'excédent des emplois à taux variable (crédits, trésorerie) sur les ressources à taux variable (dépôts rémunérés), la rentabilité de la banque est défavorablement impactée par une baisse des taux d'intérêt à court terme.

La trésorerie est essentiellement placée sur des actifs de trésorerie à taux variable ou sur des titres à taux fixe de durée de vie courte, avec une sensibilité globalement faible.

La distribution de crédits à taux fixe longs ne fait pas partie de la stratégie de l'établissement et la part des crédits à taux fixe est couverte partiellement en taux par des « swaps emprunteurs à taux fixe » afin de limiter l'exposition au risque de remontée des taux sur le moyen / long terme.

Le Comité « ALM » examine les analyses et études périodiques qui lui sont soumises en termes de gestion de risques de marché et de taux. Le Comité de trésorerie bimensuel détermine la politique de gestion de taux et suit l'application des décisions prises en conséquence.

Le pilotage global du risque de marché et de taux est du ressort du Comité de trésorerie, le trésorier de la Banque est chargé de l'application des décisions prises et lui rapporte.

L'organe délibérant est informé, lors de chacune de ses réunions, des évolutions majeures en termes de risque de marché et de taux et du résultat des mesures prises.

c) Le risque de liquidité et le risque de règlement

La Banque s'astreint à disposer en permanence d'une trésorerie large. Le montant des dépôts de la clientèle excède très largement le montant des crédits distribués (ratio crédits / dépôts inférieur à 60 % fin 2016). Elle ne fait pas appel à des emprunts bancaires ou de marché.

Les placements de trésorerie sont principalement effectués sur des durées courtes, sur des placements négociables (placements au jour le jour, titres de créances négociables, obligations liquides), et vis à vis de contreparties sélectionnées avec prudence.

Par ailleurs, une part importante des actifs de trésorerie est constituée de titres qui peuvent être mobilisés en refinancement auprès de la banque centrale.

Le risque de liquidité et le risque de règlement sont suivis en permanence et font l'objet d'un reporting régulier au directoire de la Banque.

Des contrôles quotidiens sont en place pour s'assurer notamment du respect des ratios internes de liquidité définis par le directoire.

3.4. – Les risques opérationnels

a) Objectifs de gestion du risque opérationnel

Les objectifs principaux sont les suivants :

- évaluer le risque en termes d'occurrence et de pertes ;
- mettre en place des mesures adéquates de prévention et de réduction du risque et les actualiser ;
- s'assurer de l'intégration dans la gestion du risque des filiales du Groupe et des processus extérieurs (fournisseurs, prestataires) ;
- actualiser et compléter régulièrement la cartographie des risques ;
- définir et réaliser les plans d'actions liés.

Une attention particulière est accordée notamment aux points suivants :

- respect des procédures internes ;
- contrôle des opérations ;
- conformité ;
- sélection de la clientèle ;
- qualité des opérations et du lien juridique avec la clientèle (contrats, mandats, conseils, produits) ;
- qualité de la relation et devoir de conseil, adéquation entre la prestation et l'attente du client ;
- respect de la confidentialité ;
- lutte contre le risque de blanchiment ;

- parades contre les risques de fraude externe ;
- risques de fraude interne ;
- qualité et sécurité du système d'information ;
- risque de réputation.

b) Dispositif de gestion du risque opérationnel

La gestion du risque opérationnel s'appuie sur trois dispositions principales :

- une base « incidents opérationnels » ouverte à l'ensemble du personnel qui peut déclarer les incidents rencontrés : l'analyse des incidents, la mise en place et le suivi des plans d'action corollaires sont effectués par le service Organisation, en lien avec la Direction des risques et les équipes du Contrôle permanent et de la conformité
- un Comité « Risque opérationnel », chargé de mettre en place les chantiers spécifiques de prévention ou de gestion des risques les plus significatifs et de suivre l'avancement des travaux
- la présence d'un réseau de correspondants « Risque opérationnel » dans les principaux domaines, chargés de missions de suivi des dossiers ouverts dans leur domaine et de proposition de mesures préventives.

En 2016 la cartographie du risque opérationnel a été révisée dans le cadre de la mise à jour complète de la cartographie générale des risques.

c) Risque de non-conformité

Le suivi et la gestion du risque de non-conformité font partie du dispositif de gestion du risque opérationnel.

A ce titre, les éléments du risque de non-conformité sont examinés, d'une part, dans les différents comités qui traitent du risque opérationnel, d'autre part, dans le cadre des missions spécifiques effectuées par les équipes de contrôle interne.

d) Risques liés au système d'information

Le Responsable de la Sécurité du Système d'Information (RSSI), rend compte au comité de sécurité bimestriel où siègent notamment le membre du directoire en charge de l'Administration, le Directeur des risques, le Directeur du contrôle permanent et de la conformité de la banque, le Directeur informatique, le responsable du service Organisation, les responsables des composants fonctionnels et techniques du système d'information.

Ses principales missions sont les suivantes :

- piloter la gestion de la sécurité du système d'information en termes de disponibilité, intégrité, confidentialité, traçabilité ;
- étudier et faire intégrer les aménagements induits par l'évolution des technologies, des services, de la réglementation et des organisations bancaires ;
- superviser la démarche d'analyse des risques pesants sur le système d'information et en valider la cartographie ;
- participer à la définition des objectifs de sécurité du système d'information ;
- participer à la définition et la mise à jour de la politique de sécurité du système d'information ;
- coordonner et superviser le contrôle de la mise en œuvre de la politique de sécurité et du niveau de sécurité du système d'information ;
- contrôler que la démarche de conformité aux contraintes légales soit bien prise en compte ;
- assurer le rôle d'interlocuteur principal en termes de sécurité du système d'information.

Le système d'information recouvre totalement, au niveau fonctionnel et géographique, l'activité opérationnelle de la Banque, sa production, son pilotage, ses relations avec ses clients et avec ses correspondants ainsi qu'avec les systèmes de place et les instances professionnelles.

Le plan technique de secours informatique est organisé pour protéger et maintenir une activité fonctionnellement complète. La Banque a mis en œuvre les dispositions nécessaires à la reconstitution du système d'information après un sinistre quel qu'il soit : sauvegarde des données et des flux, doublement des réseaux de communication, duplication continue du système de production informatique dans un site éloigné du site de production.

En matière de surveillance de la disponibilité technique (serveurs, postes de travail, réseaux) ou fonctionnelle (applications, progiciels), tout incident est enregistré pour donner lieu à un plan d'action correctif.

La confidentialité des données, régie par le secret bancaire et par la réglementation de la CNIL, fait l'objet de mesures spécifiques limitant aux seuls personnels habilités les fonctions du système d'information.

e) Plan de continuité d'activité

Le plan de continuité d'activité (PCA) a pour but de maintenir en toutes circonstances, au plan fonctionnel et géographique, l'ensemble de l'activité opérationnelle de la Banque, sa production, son pilotage, ses relations avec ses clients, ses correspondants, les systèmes de place et les instances professionnelles.

Le PCA utilise non seulement les dispositions techniques du plan de secours informatique comme les sauvegardes des données et des flux d'opérations ou la mise en œuvre d'un centre informatique de secours, mais procède aussi de l'existence de plusieurs centres de repli susceptibles d'accueillir le personnel de locaux éventuellement sinistrés et de leur fournir les moyens logistiques nécessaires à la reprise de leur activité.

L'étude du PCA est basée sur deux approches :

- une approche globale « Top-Down », traitant de la gestion de crise, basée sur des cellules de crise auxquelles participent les dirigeants de la Banque ;
- une approche unitaire « Bottom-Up », organisée par domaine ou par service (front offices, back offices, salles de marché, etc.), traitant de la reprise opérationnelle des activités bancaires et basée sur des tests de continuité en situation de sinistre simulé.

Le PCA est documenté par des mémentos de crise diffusés au personnel et des documents de référence décrivant par domaine ou service les plans d'action à mettre en œuvre après un sinistre.

Le PCA est actualisé et les tests de continuité sont repris de façon cyclique pour suivre l'évolution des technologies, des services, de la réglementation et des organisations bancaires.

Le pilotage du PCA se fait dans le cadre du Comité de sécurité bimestriel, créé en 2002, et l'avancement de ce chantier permanent est présenté régulièrement au Comité des risques généraux, comité semestriel dont font partie les membres du directoire de la Banque.

B. – Informations sur les postes du bilan et du compte de résultats

Sauf indication contraire, les données chiffrées mentionnées dans les notes sont exprimées en millions d'euros.

Notes sur le résultat

Note 4. – Intérêts produits et charges assimilées

(En milliers d'euros.)	31/12/2015			31/12/2016		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Opérations interbancaires	1 478	3 177	-1 700	1 194	3 182	-1 987
Opérations avec la clientèle	26 786	3 049	23 737	26 160	1 805	24 355
Titres d'investissement	1 007	195	813	17	31	-14

Opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe	11 810	8 352	3 458	13 734	10 710	3 024
Produits & Dettes représentées par un titre		103	-103		70	-70
Sous total produits et charges assimilées	41 081	14 876	26 205	41 105	15 798	25 307
Opérations de location financement	10 639	9 871	768	9 210	8 720	490
Revenus des titres à revenu variable	4 068		4 068	21 073		21 073
Total général	55 788	24 747	31 041	71 389	24 519	46 870

Note 5. – Ventilation des commissions nettes

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Produits		
Opérations effectuées avec des établissements de crédit et la clientèle	7 437	7 511
Opérations sur titres	29 569	25 888
Opérations de change	145	136
Autres	11 249	12 066
Total produits	48 399	45 601
Charges		
Opérations sur titres	2 279	2 053
Autres	16 626	14 907
Total charges	18 905	16 960
Commissions nettes	29 494	28 641

Note 6. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation, de placement et assimilés

(En euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Titres de transaction		
Plus-values de cession	730 020	116 402
Moins-values de cession	-24 059	0
Réévaluation marché primaire	-368 806	-98 791
Total	337 155	17 611
Opérations de change	1 465 107	1 279 537
Opérations sur instruments financiers isolés	-180 568	12 301
Total	1 621 694	1 309 448

Portefeuille de placement et assimilés

(En euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Titres de placement		
Plus-values de cession	730 020	116 402
Moins-values de cession	-24 059	0
Net	-368 806	-98 791
Dotations	-2 272 984	-1 477 624
Reprises	652 242	2 272 984
Net	-1 620 742	795 360
Total titres de placement	-941 069	7 035 065
Frais d'acquisitions	-37 422	-38 999
Total	-978 491	6 996 066

Note 7. – Autres produits d'exploitation bancaires

Ils représentent un profit net de 8 754 952 € contre 8 952 835 € en 2015.

Les autres produits d'exploitation bancaire sont composés à 87 % des opérations faites en commun et notamment de la quote-part SEP/MMG pour 7 438 K€.

Ce poste comprend également un profit de 216 K€ en liaison avec une société en participation créée avec la Compagnie Financière Martin Maurel dont l'objet social est la gestion d'un portefeuille titre.

Note 8. – Charges d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Frais de personnel	32 529	33 854
Impôts et taxes	1 147	1 166

Services extérieurs	14 049	13 980
Amortissement et provisions	2 013	2 023
Total	49 738	51 023

Les frais de personnel se décomposent ainsi

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Salaires et traitements	19 986	21 211
Charges et taxes assises sur salaires	11 110	11 347
Intéressement et participation	1 434	1 296
Total	32 529	33 854

Note 9. – Coût du risque

(En millions d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Dotations aux provisions sur créances douteuses	-12,987	-10,872
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par provisions	-0,013	-0,012
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par provisions	-1,457	-1,672
Reprises de provisions pour litiges	0,407	0
Reprises de provisions devenues disponibles	8,065	9,549
Reprises de provisions utilisées	1,457	1,672
Récupération sur créances amorties	0,208	0,176
Dotations provision pour litiges	0	0,958
Dotations provision collective	0,1	0
Reprise provision collective	0	0
Dotations pour risques opérationnels	0	0
Total coût du risque	-4,42	-2,12

Note 10. – Dotations et reprises de provisions sur créances

(En milliers d'euros.)	Provisions au 31/12/2015	Dotations	Reprises	Provisions au 31/12/2016
Douteux	7 802	7 550	-7 130	8 222
Contentieux	20 641	3 343	-4 154	19 831
Imp. Crédit-Bail	98	25	-25	98
Hors Bilan	486	11	-21	476
Total	29 028	10 930	-11 330	28 627

Note 11. – Dotations et reprises de provisions sur immobilisations financières

(En milliers d'euros.)	31/12/2015		31/12/2016	
	Dotations	Reprises	Dotations	Reprises
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0
Les actions et autres titres à revenu variable	518,33	518,33	152,45	518,33
Total immobilisations financières	518,33	518,33	152,45	518,33

Notes sur le bilan

Note 12. – Prêts créances et dettes sur la clientèle

Prêts à la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Comptes Ordinaires débiteurs	162 076	158 840
Prêts consentis à la clientèle	892 995	957 781
Créances commerciales	27 274	27 066
Total	1 082 345	1 143 687

Dettes envers la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Comptes ordinaires	1 390 211	1 522 192

Comptes à terme	115 878	121 649
Comptes à régime spéciaux	350 879	344 746
Pensions	0	
Total	1 856 968	1 988 587

Note 13. – Echancier des emplois
(En millions d'euros.)

Durée	Inférieure ou égale à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Créances rattachées	Total
Créances sur établissements de crédit à vue	85	0	0	0	0	85
Créances sur établissements de crédit à terme	20,6	15,6	10	0,9	0,1	47,1
Total établissements de crédit	105,6	15,6	10	0,9	0,1	132,2
Créances sur la clientèle à vue	197,4	0	0	0	1,6	199
Créances à terme	82,5	161,9	502,6	195,2	2,2	944,5
Total clientèle	279,9	161,9	502,6	195,2	3,8	1 144
Opérations de crédit-bail*	3,5	5	11,6	0,2	0	20,3

Concernant les opérations de crédit-bail, il s'agit de l'encours financier comptabilisé en hors bilan.
Encours hors créances douteuses.

Note 14. – Echancier des ressources
(En millions d'euros.)

Durée	Inférieure à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Dettes rattachées	Total
Dettes envers les établissements de crédit	123,4	18,7	50		0,1	192,1
Comptes à régime spécial	342,1	0,2	1,1	0,4	0,9	344,7
Comptes à terme	33,2	30,6	42,4	0	0,9	107,1

Durée	Inférieure à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Dettes rattachées	Total
Bons de caisse	-	-	-	-	-	0,0

Durée	Inférieure à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Dettes rattachées	Total
TCN et BMTN	9,6	1,8				11,4
Titres du marché interbancaire						

Note 15. – Provisions d'exploitation

(En millions d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Provisions pour dépréciations créances	28,4	28,06
Provisions de passif	8,5	8,28
Provisions sur titres	2,27	1,53
Provisions réglementées	0,25	0
Total	39,42	37,87
Ces provisions sont prises en compte		
Soit par minoration d'actif	30,67	29,59
Soit par inscription au passif	8,75	8,28

Les provisions de passif comprennent notamment :

- 2,8 millions d'euros de provisions collectives sur crédit ;
- 3,13 millions d'euros de provisions pour litiges ;
- 0,6 million d'euros de provisions pour risques opérationnels.

Aucune provision sur les produits d'épargne à taux administrés n'a été enregistrée compte tenu du faible volume de ces produits.

Note 16. – Portefeuille titres
(En millions d'euros)

Evolution y compris effets publics

	31/12/2015 Valeur brute	31/12/2015 Valeur nette	31/12/2016 Valeur brute	31/12/2016 Valeur nette
Titres de Transaction (*)	0,425	0,425		
Titres de Placement	717,2	714,9	692	690,5
Titres d'Investissement	8,4	8,4	2,9	2,9
(*) Les titres de transaction sont tous négociables sur un marché actif au sens de l'article 2 du règlement CRB n° 90-01 abrogé par le règlement 2014-07 de l'ANC (cf. Article 1 ^{er}).				

Dont 10 438 de surcote / décote au 31 décembre 2016 pour le portefeuille placement.

Dont 53 de surcote / décote au 31 décembre 2016 pour le portefeuille d'investissement.

Aucun transfert n'a été effectué d'une catégorie de portefeuille à une autre au cours de l'exercice 2016.

	Obligations et effets publics	CDN	Billet de trésorerie	OPCVM	Actions	Total net	Dont dépréciation	Dont Créances Rattachées
Titres de transaction								
Titres de placement	589,12	11,74	13,01	67,7	3,49	685,07	1,48	1,15
Titres d'investissement	2,88					2,88		

Durée	Inférieur ou égal à 3 mois	Supérieur à 3 mois et inférieur ou égal à 1 an	Supérieur à 1 an et inférieur ou égal à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Créances rattachées	TOTAL
Échéancier titres de placement						
Titres de créances négociables émis par des établissements de crédits	9,7	2,0			5,4	17,2
Effets publics et valeurs assimilées			18			18
Échéancier titres d'investissements						
Obligations			2,9			2,9
Effets publics et valeurs assimilées						

Ventilation des titres de participation, entreprises liées et autres titres détenus à long terme

	31/12/2015	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2016
	Valeur brute	Valeur nette	Valeur brute	Valeur nette
Titres de Participation	27,3	26,2	35,2	34,9

Cotés	Non Cotés	Total
0	34,9	34,9

Etablissements de Crédit	Autres	Total
4,9	30,0	34,9

Mouvements sur les titres de participation (En euros.)

Sociétés	Acquisitions	Cession
MMG	20 088	
MMG (augmentation de Capital)	9 721 874,5	
ICG	26,43	
Financière Grignan		2 039 041,57
SELVIM DUE		742 904,82
Crédit Coopératif	152,5	
Total	9 742 141,43	2 781 946,39

Tableau des filiales et participations (En milliers d'euros.)

	Capital	Capitaux propres autres que le capital avant affectation des résultats	Part de Capital détenu (En %.)	Valeur comptable des titres détenus		Données relatives au dernier exercice écoulé et clos		Dividendes encaissés au cours de l'exercice
				Brute	Nette	Chiffre d'affaires	Résultat	
A/ Renseignements détaillés concernant les filiales et participations ci-dessous								
1/ Filiales à plus de 50 % de détention								
Martin Maurel Gestion - 43, r. Grignan 13006 Marseille	11 198	5 624	99,99 %	3 420	3 420	10 885	3 607	19 444
SCI 20 Rue Grignan - 43, r. Grignan 13006 Marseille	1 082	299	99,99 %	1 082	1 082	427	298	302
Immobilière St Albin - 23, r. Neuve 69001 Lyon	160	1 975	100,00 %	278	278	0	75	
Hoche Paris SAS - 17, Avenue Hoche Paris 8 ^e	40	4 284	99,70 %	1 978	1 978	1 060	498	
Mobilim International - 4 Bd Royal L2449 Luxembourg	1 003	1 076	99,99 %	2 018	2 018	0	-21	
MMS - 3 Bd Princesse Charlotte 98000 Monaco	9 000	12 546	54,97 %	4 944	4 944	11 003	2 699	554
SCI 6 Rue de la Bourse - 43, rue Grignan 13006 Marseille	1 900	146	99,99 %	1 900	1 900	250	144	137
SCI Prado Marveyre - 43, rue Grignan 13006 Marseille	1 500	88	99,99 %	1 500	1 500	130	86	100
BBR Rogier - 54 Avenue Marceau Paris 8 ^e	2 347	6 785	99,99 %	7 896	7 896	3 814	658	

International Capital Gestion (ICG) - 264 Rue du Faubourg St Honoré Paris 8 ^e	1 297	772	100,00 %	4 112	3 762	1 656	149	
CMFI - 43, r. Grignan 13006 Marseille	40	171	99,76 %	168	168	14	5	
2/ Participations de 10 % à 50 %								
Hoche Gestion Privée - 8, Avenue Hoche Paris 8 ^e	380	1 626	34,69 %	337	337	2 795	540	271
Optigestion - 39, Avenue Pierre 1 ^{er} de Serbie Paris 8 ^e	1 136	3 984	33,86 %	1 652	1 652	3 917	599	
SCPM VDP - 3, bd Princesse Charlotte 98004 Monaco	2 000	-53	36,00 %	720	720	0	-3	
B/ Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations								
1/ Filiales non reprises au § A								
a) Filiales françaises (ensemble)								
b) Filiales étrangères (ensemble)								
2/ Participations non reprises au § A								
a) Dans des Sociétés françaises (ensemble)				86	86			4
b) Dans des Sociétés étrangères (ensemble)								

Note 17. – Immobilisations (hors crédit-bail)
(En millions d'euros.)

	31/12/2015	(+)	(-)	31/12/2016
Immobilisations brutes	38,8	2,2	2,24	37,75
Immobilisations corporelles				
Immobilisations incorporelles				
Droit au bail	2,72		0,06	2,66
Autres	8,95	1,36		10,3
Amortissements				
Immobilisations corporelles	15,3	1,21	1,03	15,48
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	4,96	0,77		5,73

Principales acquisitions

	31/12/2015	31/12/2016
Constructions	0	0,86
Logiciels	0,37	1,6
Matériel et mobilier	0,17	0,21
Agencements et installations	1,42	0,79

Note 18. – Autres actifs et comptes de régularisation
(En millions d'euros.)

Autres actifs	31/12/2015	31/12/2016
Instruments cond. achetés	0,24	0,20
Comptes de règlement opérations sur titres	2,84	1,52
Stocks	0,12	0,14
Débiteurs divers	17,2	14,44
Total	20,4	16,29

Comptes de régularisation	31/12/2015	31/12/2016
Comptes d'encaissement	4	4,07
Compte d'ajustement sur devises	1,2	0,26
Charges constatées d'avance	0,46	0,21
Produits à recevoir	6,7	16,89
Comptes de régularisation divers	1,3	0,86
Total	13,76	22,29

Note 19. – Autres passifs et comptes de régularisation
(En millions d'euros).

Autres passifs	31/12/2015	31/12/2016
Instruments conditionnels vendus	0,14	0,10
Comptes de règlement opérations sur titres	1,61	9,17
Dépôts de garantie	0	0
Créditeurs divers	11,22	10,89
Total	12,97	20,16

Comptes de régularisation	31/12/2015	31/12/2016
Indisponibles sur recouvrement	6,36	4,79
Produits constatés d'avance	3,08	3,02
Charges à payer	9,5	9,5
Divers	0,34	0,12
Total	19,28	17,44

Note 20. – Capitaux propres
(En millions d'euros.)

Le capital de la Banque Martin Maurel est composé de 1 251 945 actions d'une valeur nominale de 45 €.

	31/12/2015	31/12/2016
Capital	56,33	56,33
Réserves	105,82	112,82
Prime de fusion et d'émission	5,5	5,5
Réserve légale	5,6	5,6
Réserve générale	94,72	101,72
Provisions Réglementées	0,25	0
Report à nouveau	5,6	5,5
Résultat	11,6	34,4
Total avant affectation du résultat	179,6	209,05
Total après affectation du résultat	174,84	209,05

C. – Notes sur les engagements Hors bilan

Les engagements de financement donnés sont principalement relatifs aux crédits accordés à la clientèle et non encore décaissés.

Les engagements de financement donnés à clientèle s'élèvent à 114 522 614 € au 31 décembre 2016.

Les engagements de garantie donnés, correspondent aux cautions immobilières, administratives, fiscales, garanties financières et garanties de remboursement de crédits distribués.

Au 31 décembre 2016 :

- les cautions immobilières représentent 2 857 265 € ;
- les cautions administratives et fiscales pour 9 617 363 € ;
- les garanties financières pour 1 122 670 € ;
- les garanties de remboursements de crédits pour 8 233 907 € ;
- les autres garanties pour 43 722 431 €.

Les engagements reçus

Ils sont principalement reçus d'établissement de crédit et de compagnies d'assurance.

Ils couvrent, les crédits distribués, les engagements par signature, en particulier les garanties de bonne fin.

Au 31 décembre 2016 :

- les garanties reçues d'établissements de crédit représentent 120 976 797 € ;
- les garanties reçues des entreprises d'assurance représentent 6 533 417 €.

Note 21. – Instruments financiers à terme ou optionnels

Ventilation du notionnel par nature

Au titre de micro couverture

(En millions d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
SWAPS	204	148,78
CAP	4,8	3,4

En position isolée

(En millions d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
SWAPS	2,1	1,05
CAP	0	0

D. – Informations diverses

Note 22. – Information sur le risque de crédit

Encours par types de crédits en capitaux moyens

Encours Bruts (En milliers d'euros.)	2015	2016	%
Découverts	184 458	202 337	9,69 %
Mobilisation de Créances Commerciales	28 552	27 177	-4,82 %
Crédits CT	213 942	241 237	12,76 %
Crédits MT	303 452	327 300	7,86 %
Crédits LT	359 800	387 880	7,80 %
Opérations de crédit-bail	20 393	20 413	0,10 %
Total	1 110 597	1 206 343	8,62 %

Répartition des crédits par type de clientèle

	2015	2016
Sociétés	67,2 %	63,8 %
Entrepreneurs individuels	0,7 %	0,7 %
Associations	2,8 %	3,2 %
Particuliers	28,7 %	32,0 %
Autres	0,6 %	0,3 %

Concentration des risques

Groupes / Clients	Engagements Cumulés 2016 (En milliers d'euros.)	% Fonds Propres consolidés 2016	% des Crédits Totaux Distribués
2 premiers engagements	18 904	7,51	1,57
5 premiers engagements	41 951	16,66	3,48
10 premiers engagements	76 054	30,20	6,30
15 premiers engagements	104 726	41,58	8,68
20 premiers engagements	129 335	51,35	10,72
25 premiers engagements	151 214	60,04	12,53
30 premiers engagements	171 370	68,04	14,21
50 premiers engagements	239 052	94,91	19,82

Qualité des risques clientèle

(En millions d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Créances dépréciées individuellement	44,24	52,95
Provision pour dépréciation individuelle	28,44	28,54
Provision pour dépréciation collective	2,8	2,8
Taux de couverture global	70,61 %	59,20 %

Note 23. – Effectif

	31/12/2015	31/12/2016
Effectifs totaux	392	391
Effectifs présents	338	346

Répartition par catégories professionnelles

	2015	2016
Cadres	60 %	62 %
Non cadres	40 %	38 %

Note 24. – Consolidation et intégration fiscale

La Banque Martin Maurel établit ses propres comptes consolidés.
Ses comptes sont également consolidés dans les comptes de la Compagnie Financière Martin Maurel.

La Banque fait partie d'un groupe d'intégration fiscale dont la société mère est la Cie Financière Martin Maurel.

Note 25. – Activité en devises

Au 31 décembre 2016, le montant global des éléments d'actif libellés en devises, convertis en EUR, s'élève à 88,7 millions d'euros identiques au montant global au passif. Les opérations à terme non dénouées à la clôture du bilan représentent 163,5 millions d'euros. Il s'agit en totalité d'opérations de change à terme réalisées avec notre clientèle et de leurs adossements sur le marché.

Note 26. – Rémunération des dirigeants

Rémunération des dirigeants

La rémunération des principaux dirigeants comprend une partie fixe et une partie variable. La partie fixe est établie en fonction de références de marché, en considération des normes usuelles pour des postes de responsabilités comparables.

Le tableau ci-après présente la rémunération totale versée en 2015 et 2016 aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance en raison de leurs fonctions :

	Rémunération fixe (1)	Rémunération variable	Avantages en nature (2)	Jetons de présence (3)	Total
2015	758 150,28	800 997,00	63 082,60	37 500,00	1 659 729,88
2016	784 323,84	986 832,00	63 756,04	37 500,00	1 872 411,88

(1) Salaires bruts et primes contractuelles non chargés versés au cours de l'année considérée.

(2) Les principaux dirigeants disposent d'un véhicule de fonction attribué selon les modalités habituelles du groupe.

(3) Les jetons sont perçus au titre de l'année antérieure en tant d'administrateur de la Banque Martin Maurel.

Prêts, avances et garanties

Au 31 décembre 2016, le montant des prêts en cours contractés par les principaux dirigeants s'élève à 2 441 998 €. Ces prêts sont consentis aux taux habituels pratiqués pour les membres du personnel et sont garantis selon les normes habituelles de la Banque Martin Maurel.

Avantages postérieurs à l'emploi

Indemnités de fin de carrière

Les principaux dirigeants bénéficient au titre de leur contrat de travail des mêmes dispositions que celles applicables aux collaborateurs du groupe en matière d'indemnité de fin de carrière.

Régimes de retraite

Les principaux dirigeants bénéficient au titre de leur contrat de travail et/ou de leur mandat des régimes salariés de retraite ARCCO et AGIRC et éventuellement du PERCO mis en place par le groupe.

Note 27. – Paiements en actions

Plan de souscription ou de rachat d'actions

Les plans d'options, mis en œuvre depuis 1993, ont eu pour objectif d'associer différentes catégories de cadres au développement de la valorisation du groupe et de favoriser de ce fait la convergence de leurs intérêts avec ceux des actionnaires.

Ces cadres sont essentiellement représentés par des membres du directoire, des comités de direction et stratégique ou des cadres qui, par leurs fonctions, occupent des postes clés.

Sur autorisation des assemblées générales des actionnaires, le Conseil d'Administration jusqu'en mai 2008, et le Directoire depuis cette date, ont décidé de l'octroi des options de souscriptions ou d'achat d'actions Banque Martin Maurel, du nombre d'options attribuées et de la liste de bénéficiaires. Le cours d'attribution du titre était celui constaté au jour de l'attribution, sans décote.

Les délais et conditions d'exercice des options sont définies dans chaque plan (en général, l'exercice des options est soumis à une période de blocage d'une durée de 4 ans, les options ne pouvant être exercées qu'à l'expiration de cette période et au plus tard dans les 6 ans). Les options deviennent caduques dès la perte de la qualité de salarié ou de mandataire par les bénéficiaires.

La Banque Martin Maurel s'engage à racheter à tout moment aux bénéficiaires du plan (ou à leurs conjoints ou à leurs héritiers), sur simple demande de leur part, les titres acquis dans le cadre des différents plans. Le prix de rachat des actions est calculé selon les mêmes modalités que le cours d'attribution.

Le bénéficiaire s'engage à une promesse de cession de la totalité des actions souscrites en cas de rupture du contrat de travail ou du mandat social, quelle qu'en soit la cause, dans les 6 mois qui suivent la rupture. En cas de décès du bénéficiaire, les ayants droits ont la possibilité de lever les options après la période d'indisponibilité et s'engagent à une promesse de cession similaire à celle prévue dans le cadre de la rupture du contrat de travail.

Le premier plan de stock option a été attribué en 1993, il a été souscrit à 90 % et a été suivi de 9 plans successifs dans le cadre desquels ont été attribuées 163 423 options de souscription d'actions, toutes levées ou perdues.

Il n'y a plus de plan de stock option en cours.

Note 28. – Honoraires des commissaires aux comptes.

Le montant des honoraires versés aux commissaires aux comptes en 2016 :

- au titre de la mission de commissariat aux comptes 122 424 € HT ;
- au titre de consultation 0 € HT.

IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale décide, conformément à la proposition du Directoire, de répartir le bénéfice net de 34 423 429,06 € augmenté du report à nouveau de 5 532 934,53 €, de la façon suivante :

- à la réserve légale : 0,00 €
- reste : 39 956 363,59 € à inscrire au report à nouveau.

Conformément à l'article 243 bis du code général des impôts, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes versés au titre des trois exercices précédents s'élevaient à :

Exercice	2013	2014	2015
Net par action	3,70 €	3,80 €	3,80 €
Nombre d'actions ouvrant droit au dividende	1 251 945	1 251 945	1 251 945

V. – Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Banque Martin Maurel SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Règles et principes comptables

Comme indiqué dans le paragraphe 7 « Instruments financiers à terme ou optionnels pour compte propre de la Banque Martin Maurel » de la note 2 « Principes comptables » de l'annexe, votre société réalise des opérations de couverture ou de gestion globale des risques financiers par l'intermédiaire d'instruments financiers à terme ou conditionnels.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables

Comme indiqué dans le paragraphe 3 « Crédits à la clientèle et provisions » de la note 2 « Principes comptables » et dans la note 21 « Information sur le risque de crédit » de l'annexe, votre société constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par votre société pour identifier et évaluer les risques de crédit. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la Direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Marseille et Neuilly-sur-Seine, le 9 mai 2017

Les commissaires aux comptes :

KPMG Audit
Département de KPMG SA
Pierre-Laurent Soubra
Associé

Deloitte et Associés

Jean-Marc Mickeler
Associé

VI. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à notre siège social au 43 Rue Grignan – 13006 Marseille.

1703652